REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Accord-cadre de prestations intellectuelles de suivi et conseil en gestion de projet infrastructure informatique pour l’EPMO

|  |
| --- |
| Date limite de remise des offres : lundi 17 mars 2025 à 12H00 |

|  |
| --- |
| Marché public de Services  Procédure de passation : - Procédure d’appel d’offres ouvert en application des dispositions de l’article L. 2124-2, du 1° de l’article R. 2124-2 et des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique  Technique d’achat : - Accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l’émission de bons de commande en application du 1° de l’article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. |

1. **OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet de conclure un marché public portant sur des prestations de suivi et conseil en gestion de projet informatique pour l’EPMO.

Les prestations sont rattachées aux codes CPV (*Common Procurement Vocabulary*) suivants :

* 72600000-6 : Services d’assistances et de conseils informatiques

1. **CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION**
2. **Technique d’achat**

La présente consultation vise à conclure un :

- Accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l’émission de bons de commande en application du 1° de l’article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L’accord cadre ne comprend pas de montant minimum et comprend un montant maximum de 400 000 € HT sur sa durée totale.

Le montant estimé pour la première année est de 90 000 € HT. Cette estimation n’engage pas l’établissement.

1. **Procédure de passation**

La procédure de passation utilisée pour la présente consultation est :

- Procédure d’appel d’offres ouvert en application des dispositions de l’article L. 2124-2, du 1° de l’article R. 2124-2 et des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

1. **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.

1. **Variantes**

La présentation de variante en application des dispositions de l’article R. 2151-8 du code de la commande publique n’est pas autorisée par l’établissement pour la présente consultation.

1. **Langue et devise**

La langue utilisée pour la consultation et les documents remis par le candidat est le français.

La devise utilisée pour le marché issu de la présente consultation est l’euro.

1. **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**
2. **Modalités de retrait du DCE**

Le DCE pourra être téléchargé gratuitement sur la Plateforme des Achats de l’Etat (*PLACE*) accessible à l’adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Il est recommandé aux candidats de s’identifier au préalable par une inscription gratuite afin d’être informé d’une éventuelle modification du DCE (voir article 3.3 ci-dessous).

En cas de difficultés, le candidat peut contacter le service d’assistance en ligne de la plateforme.

1. **Contenu du DCE**

Le DCE comprend les pièces suivantes :

* Le présent règlement de la consultation et son annexe le questionnaire diversité-égalité ;
* L’acte d’engagement ;
* La pièce financière : le bordereau de prix unitaires (BPU et son détail quantitatif estimatif (DQE)
* Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
* Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
* Les annexes :
  + Cadre de mémoire technique
  + Engagement de responsabilité
  + Politique de sécurité du ministère de la culture
  + Charte informatique de l’EPMO

1. **Modifications du DCE**

L’EPMO se réserve le droit d’apporter des modifications de détail au DCE au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de remise des offres. Le candidat sera informé de ces modifications via *PLACE* et devra alors les prendre en compte pour élaborer son offre.

1. **Renseignements complémentaires sur le DCE**

Pour tous renseignements, les candidats devront adresser une demande au plus tard 7 (sept) jours avant la date limite de remise des offres**,** exclusivement via le registre des questions de *PLACE*. Aucune réponse ne sera adressée en dehors de *PLACE*.

1. **DOSSIER DE CANDIDATURE ET D’OFFRE**
2. **Dossier de candidature**

Le candidat devra produire les deux (2) pièces suivantes (disponibles à l’adresse: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) :

1. **Le formulaire DC1** dument complété permettant au candidat d’attester qu’il n’entre dans aucun des cas d’exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141‑7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.
2. **Le formulaire DC2** dument complété permettant au candidat d’attester qu’il dispose des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles pour exécuter les prestations.

Le candidat pourra également produire les éléments suivants. A défaut, l’EPMO pourra les demander à tout moment de la procédure et au plus tard avant l’attribution du marché afin de vérifier les capacités du candidat à exécuter les prestations :

1. **Effectifs** moyens annuels du candidat et importance du personnel d’encadrement pendant les trois (3) dernières années ;
2. **Chiffre d’affaires** portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles ;
3. **Principales références** similaires à l’objet du présent marché effectuées au cours des trois (3) dernières années, en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

A l’appui de son dossier de candidature, le candidat pourra produire les documents justificatifs et moyens de preuve listés ci-dessous qui lui seront demandés s’il était déclaré attributaire du marché :

1. **Les certificats fiscaux et sociaux** attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d’exclusion mentionné à l’article L. 2141-2 du code de la commande publique ;
2. **Les pièces** prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du **code du travail** ;
3. Le **numéro unique d’identification** délivré par l’INSEE ;
4. Si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugement(s) prononcés ;
5. Le **pouvoir** de la personne habilitée à engager le candidat ou la délégation de pouvoir le cas échéant.

L’attention des candidats est attirée sur les points suivants :

* + - Le candidat n’est pas tenu de fournir les documents demandés s’il transmet à l’EPMO toutes les informations nécessaires lui permettant de récupérer directement et gratuitement ces documents par le biais d’un système électronique administré par un organisme officiel ou d’un espace de stockage numérique (dans cette hypothèse, remplir les rubriques dédiées dans les DC1 et DC2) ;
    - Le candidat peut également présenter tous les éléments de sa candidature sous la forme du Document unique de marchés européen (DUME) rédigé en français et disponible à l’adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>;
    - Le candidat n’est pas tenu de fournir les documents justificatifs demandés qui ont déjà été transmis à l’EPMO lors d’une précédente consultation et qui demeurent valables ;
    - Si le candidat s’appuie sur les capacités d’autres opérateurs économiques, il justifie de leurs capacités et apporte la preuve, par tout moyen approprié, qu’il en disposera pour l’exécution des prestations.

Pour les candidats étrangers :

Les candidats étrangers peuvent se référer à la base de données e-Certis de la Commission européenne pour remettre les documents équivalents à ceux demandés dans le présent règlement de la consultation, conformément à l’article 6 de l’arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

1. **Dossier de l’offre**

Le soumissionnaire devra remettre les documents suivants :

* **L’acte d’engagement** complété ;
* La **pièce financière** complétée (en format Excel) : le bordereau de prix unitaire BPU et son détail quantitatif estimatif (ce dernier document non contractuel sert à apprécier les prix remis au titre du BPU)
* Le **mémoire technique** dans lequel le candidat doit détailler les points suivants :
* Moyens humains mis en œuvre pour l’exécution des prestations : organisation, CV des intervenants faisant état de leur expérience sur des projets similaires et dans l'accompagnement d’un établissement public pour une gestion de projet d’infrastructure informatique notamment en s’appuyant sur :
  + Expérience dans la gestion de parc informatique et gestion des licences
  + Maitrise des environnements techniques Windows 10 et 11, Windows serveur, exchange, office 365.
  + Très bonne connaissance générale en informatique.
  + Gestion et coordination de projets techniques.
* Méthodologie d'exécution des prestations dans le cadre de cet accompagnement notamment les processus recommandés et associés dans l’expertise technique sur des projets en infrastructure informatique.
* Eléments portant sur les enjeux de développement durable dans le cadre de l’exécution des prestations (cf. article 9 CCAP)

1. **COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**
2. **Cotraitance**

Le candidat peut se présenter sous la forme d’une entreprise unique, d’un groupement solidaire ou d’un groupement conjoint.

Pour la présente consultation, l’acheteur interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d’un ou plusieurs groupements.

En cas de candidature présentée par un groupement d’opérateurs économiques, il est rappelé que chaque membre du groupement devra remettre un dossier de candidature tel que décrit à l’article 4.1 du présent règlement de la consultation, à l’exception de la lettre de candidature (DC1).

1. **Sous-traitance**

Le candidat peut s’appuyer sur les capacités d’un ou de plusieurs sous-traitants pour répondre à la présente consultation. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce sous-traitant et doit apporter la preuve qu’il en disposera pour l’exécution du présent marché.

A cette fin, il est demandé au candidat de remettre à l’appui de son offre le formulaire DC4 renseigné et disponible à l’adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le DC4 n’a pas à être signé au stade de l’offre mais en cas d’attribution du marché, il devra être signé par le futur titulaire, le sous-traitant et l’EPMO (voir sur la signature des pièces l’article 6.3 du présent règlement de la consultation).

La notification du marché ou la signature du DC4 par l’EPMO vaudra acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

L’attention du candidat est attirée sur le fait que les demandes de sous-traitance peuvent également être présentées pendant toute la durée d’exécution du marché.

1. **TRANSMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET D’OFFRE**
2. **Transmission par voie électronique**

Les dossiers doivent être adressés exclusivement par voie électronique via *PLACE*.

Attention, les plis sont « hors délai » si leur téléchargement se termine après la date et l’heure limites de remise des dossiers fixées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Les candidats veilleront aux formats des fichiers déposés qui devront être .doc/ .docx / .rtf./ .pdf / .xls / .xlsx / .ppt / .pptx.

1. **Copie de sauvegarde**

Les soumissionnaires peuvent adresser à l’EPMO, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de leur dossier dans les conditions fixées par l’arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Cette copie sera envoyée à l’adresse suivante :

Établissement public du musée d'Orsay

et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard D’Estaing

Direction administrative et financière / SAJMP

Esplanade Valéry Giscard d’Estaing

75007 Paris

1. **Signature électronique**

La signature des documents remis dans le cadre de la procédure d’attribution du marché n’est pas imposée.

Toutefois, le candidat est invité à signer électroniquement les pièces de son dossier en utilisant un certificat de signature électronique de niveau 2 étoiles et de préférence au format PADES. Le candidat devra veiller à ne pas verrouiller le document signé, ce qui empêcherait l’EPMO d’apposer sa signature électronique sans porter atteinte à l’intégrité du document.

La signature électronique doit respecter les exigences fixées par l’arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique disponible à l’adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318621&fastPos=2&fastReqId=1257239088&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte>

et figurer sur la liste de confiance consultable sur le site suivant :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance>

En tout état de cause, le marché devra être signé au moment de la notification : cette signature pourra alors être électronique ou manuscrite.

1. **EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**
2. **Examen des candidatures**

L’EPMO vérifiera que le candidat dispose de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l’exécution du marché.

1. **Jugement des offres**

L’offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critère 1 - Valeur technique**  Analysé au regard du mémoire technique et notamment des points listés à l’article 4.2 du présent RC | **50 %** |
| * 1. – Moyens humains mis en œuvre pour l’exécution des prestations | *60 %* |
| * 1. – Méthodologie d’exécution des prestations dans le cadre de l’accompagnement | *40 %* |
| **Critère 2 - Prise en compte des enjeux de développement durable**  Analysé au regard du mémoire sur les enjeux environnementaux et notamment des points listés à l’article 4.2 du présent RC | **10 %** |
| **Critère 3 - Prix**  Prix du BPU apprécié à partir du montant total du DQE en euros HT | **40 %** |

##### Notation des critères « valeur technique » et « prise en compte des enjeux de développement durable » :

Chacun des critères et sous critères sera noté de la manière suivante :

* si le candidat répond de façon peu satisfaisante, il obtient 1 point ;
* si le candidat répond de façon assez satisfaisante, il obtient 2 points ;
* si le candidat répond de façon satisfaisante, il obtient 3 points ;
* si le candidat répond de façon très satisfaisante, il obtient 4 points ;
* si le candidat répond de façon excellente, il obtient 5 points.

##### Notation du critère « prix » :

(Prix total HT du DQE du candidat le moins cher x 5) / Prix total HT du DQE du candidat à noter = note / 5

1. **QUESTIONNAIRE EGALITE DIVERSITE**

L’EPMO-VGE est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Il s’engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

* des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l’attention de tous les personnels ;
* un plan d’actions pluriannuel afin de progresser en matière d’égalité entre les femmes et les hommes. L’EPMO-VGE s’engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l’EPMO-VGE souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d’être informé de leurs propres actions en matière d’égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé à l’attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l’EPMO-VGE.

Ce questionnaire n’est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d’un formulaire informatique dont l’adresse lui sera communiquée au moment de l’attribution du marché. La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe 1 du présent règlement.

L’attributaire doit transmettre le récépissé numérique délivré par l’application au représentant du pouvoir adjudicateur avant toute notification du marché. Les informations renseignées dans ce questionnaire n’ont aucune incidence sur l’analyse des candidatures ni sur l’évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d’amélioration et de progrès, le futur titulaire s’engage à actualiser le questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande.

**Article 10. RECOURS**

Avant tout recours, le candidat a la possibilité de contacter l’EPMO afin de trouver une solution amiable.

Les procédures de passation des contrats de la commande publique peuvent être contestées devant le juge administratif par le biais des recours suivants :

- Le référé précontractuel jusqu’à la signature du marché. Cette procédure d’urgence est régie par les articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative.

- Le référé contractuel après la signature du marché. Cette procédure d’urgence est régie par les articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative. Il peut être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l’avis d’attribution au Journal Officiel de l’Union européenne, ou, en l’absence d’un tel avis, de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

- Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat qui devra être exercé dans un délai de 2 mois à compter de l’accomplissement des mesures de publicité appropriées.

L’instance compétente pour présenter un recours est :

Tribunal administratif de Paris – 7 Rue de Jouy, 75004 Paris

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Télécopie référés précontractuels et contractuels : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

\*\*\*